

n° 721

n° 3876

ESPRIT

Changer la culture
et la politique

Prague parmi nous
Le nouveau libre-échange
L'affaire Darquier

le Portugal
aspects d'une
démocratisation

Eugénio de Andrade, Nuno Bragança,
Joao Fatela, Eduardo Lourenço,
Artur Castro Neves, Alfredo Margarido,
Joao Martins Pereira, Antonio Morao,
Diogo Pires Aurélio



1 Janvier 1979
France 25 F Étranger 26 F

LE MILITANTISME ET LES MOUVEMENTS COLLECTIFS

par Joao Martins Pereira

UN tel sujet occupe une place de choix parmi les nombreux thèmes de réflexion agités par ceux qui cherchent aujourd'hui à comprendre pourquoi ils ont été si peu capables au moment même où les événements se déroulaient, de saisir ce qui se passait vraiment. Intellectuels, ils n'ont pas d'illusions, ils savent bien que, même si leurs instruments d'analyse avaient été plus adéquats à la situation vécue, cela n'aurait rien changé. Ils pensent pourtant que c'est leur rôle, le seul qui se justifie pour des intellectuels sans-parti, de contribuer à ce que d'autres, ici ou ailleurs, ne tombent pas dans les mêmes erreurs, ils pensent également qu'il leur revient de poser une pierre de plus dans l'édifice théorique des révolutions à venir. On a en effet le sentiment d'être encore en pleine phase d'« accumulation primitive culturelle » en ce qui concerne l'analyse des processus révolutionnaires dans des pays ayant atteint un certain degré d'industrialisation. Cela veut dire qu'il reste toujours à forger une « pensée » enracinée dans des expériences significatives, et capable de se constituer en « contre-culture » permettant d'envisager autrement la transformation de ces formations sociales.

Quel(s) pouvoir(s) ?

S'il peut sembler évident que beaucoup des éléments qui composent cette « contre-culture » sont déjà à l'œuvre dans les sociétés industrielles depuis quelques années, on peut aussi s'interroger, ne serait-ce que parce que ces éléments sont en quelque sorte la répétition moderne de ceux qui, au long des siècles, ont constitué toutes les « utopies » ; et il n'y a pas de raison que les conditions actuelles permettent aux « marginaux » (culturels) d'aujourd'hui d'être plus efficaces (socialement) au sein des sociétés modernes que leurs ancêtres dans les leurs. Dans une perspective historique, on peut constater la persistance de toute une famille de pensée « libertaire », selon les phases plus ou moins proches de l'action concrète, qui peut prendre des formes apparemment aussi distinctes que la formation d'un phalanstère ou une manifestation anti-nucléaire. Cela a mobilisé (et mobilise toujours) beaucoup de gens, cela a même fait de nombreux martyrs. Seulement, dans les situations révolutionnaires, cette « pensée » ou cette « attitude socio-culturelle » n'a jamais réussi qu'à être utilisée dans la phase destructrice et finalement écrasée ou appriivoisée au moment du triomphe du « nouvel ordre ».

La question reste donc entière à nos yeux de savoir comment « rendre dynamique la pensée de la révolte », puisque c'est de cela qu'il s'agit. Comment rapporter la sociologie marxiste à l'observation d'une révolte interclassiste, dans un contexte social que la technologie a rendu d'une extrême complexité ? A la proposition pouvoir = propriété, jadis assez facile à saisir, schématique mais mobilisatrice, est venue se greffer (sans s'y substituer) une nouvelle proposition pouvoir = savoir, beaucoup plus schématique encore, mais surtout porteuse de confusion et d'espoir, démobilisatrice d'autant plus qu'elle contient une certaine vérité. Porteuse de confusion dans la mesure où il est très difficile d'apercevoir l'articulation entre les trois éléments (pouvoir, propriété, savoir), tant de « médiations » se cachant derrière les « évidences ». Porteuse d'espoir en ce sens qu'il semble plus aisé à chacun d'accéder au savoir (lequel ?) qu'à la propriété, de plus en plus concentrée — et la « démocratisation » des jeux de Bourse ne donne à personne le sentiment de la propriété... De là à conclure que ce qui importe de plus en plus ce n'est pas le pouvoir mais les pouvoirs, supposés en voie de dissémination, ce n'est qu'un pas qui permet justement au pouvoir, entre autres choses, d'absorber dans ces sociétés avancées ces germes « libertaires » qui se réclament d'espaces de liberté. Mystification suprême, si l'on remarque que le pouvoir-sur-sa-propre-existence que ces secteurs de la société revendiquent n'a rien à voir avec le(s) savoir(s) officiel(s) mais avec d'autres savoirs !

Quelle(s) militance(s) ?

Dans le cas du Portugal d'après 1974, on peut se demander tout d'abord ce qu'est un militant. Quel est (quel a été dans le cas présent) son rôle ?

Au milieu d'un mouvement spontané (une occupation de maison ou de terres, la création d'un groupe de théâtre, d'une crèche ou d'une clinique populaire, par exemple), le militant est, d'une certaine façon, celui qui *sait*. Et à ce niveau il n'est pas difficile de comprendre l'ambiguïté de cette expression. En effet, que sait le militant ? D'où lui vient le *savoir* (pouvoir) ? On exclut, bien entendu, les militants passifs, ceux qui ne font plus qu'obéir, que suivre, même quand ils semblent très actifs. En fait, ils ne sont pas des éléments *déterminants* d'action, bien qu'aucune action ne soit possible.

Pour répondre aux deux questions antérieures, il faut introduire ici une distinction essentielle. Dans une action collective comme on en a vu se multiplier ici en 1974-75, on peut observer deux formes de militantisme auxquelles correspond un certain type de savoir. D'un côté, ceux qui « connaissent la théorie » ou, tout au moins, connaissent les « instructions » d'ordre technique qui leur sont transmises par des dirigeants politiques censés « savoir » traduire la théorie en pratique : ce sont les militants politiques, appartenant à des organisations politiques. Ils sont les médiateurs attitrés entre la théorie et la pratique. De l'autre côté, ceux qui « pensent l'action *en soi*, qui ne connaissent ni théorie, ni tactique, ceux qui ne *savent* quoi faire à chaque moment qu'en fonction des données fournies par l'action elle-même (en s'appuyant, bien sûr, sur des critères provenant de ce qu'on pourrait désigner par la notion de « culture populaire »).

Pour les premiers, telle action spécifique n'est qu'une partie de la lutte pour le pouvoir (politique d'État). Pour les seconds, l'action où ils sont engagés représente toute l'action, c'est la lutte pour un *pouvoir* (social, local).

Le militant qui incite et aide une famille à occuper une maison vide à côté de son bidonville, l'engage à prendre un pouvoir, en lui faisant savoir que c'est là son droit, et qu'il est aberrant qu'elle ne le fasse pas. Celui qui, au dernier moment, vient avertir cette famille que la maison en question appartient à un émigrant et que cette occupation risque, à elle seule, de « tourner les émigrants contre la révolution », celui-là lui fait savoir « d'autres choses », lui parle d'autres raisons, celles du pouvoir.

De même, lorsqu'un groupe de militants de quartier ou de village lance la formation d'une petite troupe théâtrale locale, le militant politique viendra à un certain moment suggérer un certain répertoire ou bien modérer certains passages de la pièce en cours de répétition « afin de ne pas choquer les catholiques », ou inversement, en fonction de la ligne à suivre.

On a vu tout cela au Portugal. On peut même observer que, entre le 25 avril 1974 et le 25 novembre 1975 (date du coup militaire contre-révolutionnaire), on aura assisté à une graduelle « prise de contrôle » par des militants politiques sur des actions collectives qui se multipliaient spontanément, dans les premiers temps, à l'initiative de militants sortis de la masse (dans les entreprises aussi, notamment dans les comités de travailleurs).

Peut-on penser éventuellement qu'il faut attribuer, au moins en partie, l'échec final du processus révolutionnaire à cette prise en charge graduelle des actions populaires par les organisations politiques ou, ce qui revient au même à une prépondérance accrue de la question du pouvoir sur celle des pouvoirs. Ce n'est pas le cas, à mon avis. A examiner ce qui s'est passé ici, je pense plus que jamais que, dans une société de ce type (et plus encore dans les sociétés capitalistes plus avancées), la question du pouvoir reste essentielle. Les actions collectives ponctuelles, étrangères les unes aux autres, incapables de s'intégrer dans un mouvement puissant visant le pouvoir, n'arriveront jamais à abattre un pouvoir économique et politique tentaculaire, très structuré et disposant de moyens répressifs très efficaces. Même dans des situations de « double pouvoir », où le pouvoir d'État est affaibli et hésitant, se dit « révolutionnaire » bien qu'il soit paralysé par des contradictions insurmontables, même dans de tels cas la machine économique capitaliste (nationale et internationale) et l'action des centrales étrangères de la contre-révolution sont généralement suffisantes pour venir à bout des deux pouvoirs : cela s'est vu chez nous, et ce n'est pas, loin de là, le premier cas.

Le problème demeure donc entier. Comment jeter un pont entre le savoir très localisé mais très profond (parce que très intégré aux motivations collectives de l'action) du militant populaire et le savoir globalisant mais « étranger » du militant politique? D'après l'expérience portugaise on est tenté de dire que, dans toute phase révolutionnaire, ces deux types de militants seront toujours là, et qu'ils sont tous les deux indispensables. La clef, à mon avis, ne peut être que dans le type d'organisation politique qui vise le pouvoir : ses militants ne pourront plus être de simples agents porteurs d'instructions venues « d'en haut », et d'un savoir tout fait, qui se traduit en consignes¹. Les actions spontanées, nées au sein même des

1. On me fera remarquer que beaucoup de militants de certaines organisations d'extrême-gauche se sont justement distingués par le fait que leur attitude revenait plutôt à affirmer que « le peuple a toujours raison ». En fait, il serait ridicule de dire que ces organisations visaient le pouvoir; et leurs militants étaient généralement du type « jeune intellectuel/étudiant » très complexé face au « peuple ». Ils ne faisaient donc que « mimer » les militants populaires, évitant de soulever toute contradiction. Le processus révolutionnaire n'aura pas excessivement gagné par leur action. Par contre, ils auront probablement gagné quelque chose dans la lutte avec leurs phantasmes.

masses en mouvement, ne peuvent être regardées comme quelque chose qu'il faut « faire entrer » dans la théorie. Au contraire, comme ces actions tiennent lieu d'expérimentation, la théorie doit se soumettre là à un test, dont elle pourra sortir modifiée, et certainement enrichie. Les militants politiques dits « révolutionnaires », bourrés d'orthodoxies diverses, mais participant toutes d'une vision très grossière de la lutte de classes, éprouvent les plus grandes difficultés face à des actions qui, de toute évidence, ne relèvent pas immédiatement de l'affrontement prolétariat-bourgeoisie. Et pourtant, c'est en ces termes simplistes qu'ils interviennent et qu'ils se discréditent finalement. C'est pourquoi il n'y aura pas de révolution dans des sociétés capitalistes avancées sans une organisation politique de type nouveau, dont les militants, véritables nœuds d'articulation entre le pouvoir et les pouvoirs (l'un et les autres à conquérir), soient capables de dégager en permanence des contradictions au niveau de l'action, de les mettre en rapport et de les dépasser, au lieu de les cacher ou de leur appliquer des « recettes ». En somme, les « nouveaux militants » de la « nouvelle organisation politique » doivent avoir le pouvoir de reformuler constamment leur savoir (théorique) en fonction des savoirs qu'ils acquièrent tout au long de l'action où ils sont engagés. Et inversement pour les militants qui surgissent de l'action. A la limite, les deux formes de militantisme doivent se confondre : on aura là une véritable organisation de masses, très ouverte et en même temps très puissante. La formule classique de « l'alliance de classes » perdra un peu son sens habituel : elle se fera au sein même de l'organisation révolutionnaire. Bien entendu, cette « pratique » devra se vérifier bien avant la « situation révolutionnaire ».

Le cas portugais

Au Portugal, c'est tout le contraire qui s'est passé. Le seul parti de masses à « vocation révolutionnaire » a tout misé sur le contrôle de l'appareil d'État, des organisations de masse, et des multiples actions collectives, en partant d'une doctrine rigide et prédéfinie du type « classe contre classe ». Dans un contexte d'action collective très vigoureuse, cela a créé de profondes divisions et lancé finalement des masses de travailleurs, notamment les « non-prolétaires », dans le camp de la « contre-révolution », pour parler sommairement.

Aujourd'hui, il ne reste pratiquement pas d'action collective qui ne soit le fait d'organisations politiques ou syndicales. Le mouvement populaire, au sens d'initiative spontanée de masse, est mort. Et puisqu'aucune autocritique n'a été faite, les militants politiques continuent d'agir de façon immuable, toujours prêts à commettre les mêmes erreurs...

Et pourtant, il ne faut pas finir sur une note de total pessimisme. En fait, un immense savoir s'est accumulé dans la société, même s'il est amer. Certes la mémoire a tendance à privilégier les faits les plus récents : l'expulsion (ou la menace constante d'être délogé) pour les occupants de maisons, la restitution à l'ancien propriétaire de terres occupées par les travailleurs, le retour du patron à l'usine que les travailleurs avaient réussi à sauver d'une faillite assurée, le total manque d'appui à toute sorte d'initiative culturelle populaire, etc. Le désenchantement, la fin du « grand espoir », peuvent entraîner d'évidents dangers, d'autant plus qu'ils sont accompagnés d'une énorme méfiance envers les organisations politiques. Mais en contrepartie, combien de volontés solides se sont formées, combien de découvertes de la joie de construire, du besoin de lutter! Et même la méfiance à l'égard des organisations, ne

pourra-t-elle être la condition nécessaire pour le surgissement, à terme, de cette « nouvelle organisation révolutionnaire » qui retirera toutes les leçons des échecs du passé ?

Enfin, du point de vue de la théorie, on a surtout constaté le manque dramatique d'instruments opérationnels pour traiter le problème crucial du comportement des diverses couches de la petite bourgeoisie en situation révolutionnaire. C'est certainement dans ce domaine que l'expérience portugaise aura produit le plus d'« information » brute. Après Gramsci, après les théoriciens de la « nouvelle classe ouvrière » ou de la « nouvelle petite bourgeoisie », il serait inexcusable de ne pas approfondir les apports pratiques d'une extrême richesse qu'aura fournis le processus portugais (sans oublier l'exemple chilien, avant lui). Là réside sans doute, entre autres choses, la clef de l'action de ces « nouveaux militants » qui auront toujours à s'insérer dans des luttes de caractère interclassiste dans un contexte global de lutte de classes.

Joao Martins Pereira